

RAPPORT N° 2025/5-07
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 18 Septembre 2025

OBJET :

ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE POUR LA FOURNITURE ET LIVRAISON DE COMPOSES DE TRAITEMENT DES SULFURES A BASE DE NITRATE DE CALCIUM SUR DIVERS POSTES DE REFOULEMENT DES EAUX USEES - AUTORISATION DE SIGNER LA DECISION DE POURSUIVRE N°1 AU MARCHÉ 24-08

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

La CINOR dispose de 61 postes de refoulement des eaux usées répartis sur l'ensemble de son territoire, certains de ces ouvrages sont équipés d'injection de nitrate de calcium. Dans le cadre du maintien de la continuité et de la qualité du service par l'exploitation de ces équipements, il est important de s'assurer de la fourniture et de la livraison de composés de traitement des sulfures à base de nitrate de calcium sur les divers postes de refoulement des eaux usées. Ce service est effectué dans le cadre d'un marché de prestation de service.

Par décision n° 2023/7-05 du bureau communautaire du jeudi 7 décembre 2023, ces prestations sont réalisées dans le cadre d'un marché public (accord-cadre à bons de commande) dont les termes arrivent à échéance le 19 janvier 2026.

. Le marché n°24-08 « Fourniture et livraison de composé de traitement des sulfures à base de nitrate de calcium sur divers postes de refoulement des eaux usées » a été attribué à la société EECA, pour un montant de 699 000,00 € HT et pour une durée de 24 mois.

Suite à l'atteinte prématurée du montant indiqué au DQE (Détail Quantitatif Estimatif) du marché 24-08 à prix unitaires, et dans l'attente de l'aboutissement de la procédure d'attribution du nouveau marché, il convient de veiller à la continuité du service pour la fourniture et la livraison de composés de traitement des sulfures à base de nitrate de calcium sur divers postes de refoulement des eaux usées, par la notification au prestataire d'une décision de poursuivre qui a pour objet de financer l'exécution du marché n°24-08 jusqu'au 20/01/2026, date prévisionnelle de démarrage du nouveau marché.

Cette prolongation est basée sur le fondement de ***l'article R. 2194-1 du code de la commande publique***, dans le cas où *il s'agit de prestations à prix unitaires et où le montant de ces prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché avant son terme, la poursuite de l'exécution des prestations pourra être effectuée par avenant ou être décidée unilatéralement par le Pouvoir adjudicateur (décision de poursuivre), dans la limite de 25 % maximum d'augmentation du montant initial.*

Le montant des prestations évalué à 174 750,00 € HT a été établi sur la base de la consommation moyenne sur la durée du marché.

Titulaire	Montant initial (€ HT) du marché	Montant de la décision de poursuivre n° 1 (hors révision de prix)	% de l'augmentation suite à la décision par rapport au montant initial du marché	Nouveau montant du marché HT (hors révision)	Nouveau Montant du marché TTC
EECA	699 000,00 €	174 750,00 €	25,00%	873 750,00 €	948 018,75 €

Le montant global maximum du marché est donc porté à 873 750,00 € HT (montant initial du marché de 699 000,00 € HT + la décision de poursuivre n°1 de 174 750,00 € HT).

La prise en compte de cette décision de poursuivre induit une augmentation totale du montant du marché de 25,00 % par rapport à son montant initial révisé du contrat. Toutes les autres clauses du marché, non modifiées par la présente décision de poursuivre, demeurent applicables et inchangées.

Les dépenses correspondantes seront imputées au budget annexe de la Direction Assainissement de la CINOR en section de fonctionnement.

974-249740119-20250918-BC2025-5-07-DE
Date de télétransmission : 23/09/2025
Date de réception préfecture : 23/09/2025

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- Approuver la décision de poursuivre n°1 du marché n°24-08 « Fourniture et livraison de composé de traitement des sulfures à base de nitrate de calcium sur divers postes de refoulement des eaux usées », pour montant supplémentaire de 174 750,00 € HT, portant ainsi le montant maximum du marché à 873 750,00 € HT.
- M'autorise à signer cette décision de poursuivre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président
Maurice GIRONCEL



**DECISION N° 2025/5-07
du Bureau de la Communauté
en séance du 18 septembre 2025**

OBJET

ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE POUR LA FOURNITURE ET LIVRAISON DE COMPOSES DE TRAITEMENT DES SULFURES A BASE DE NITRATE DE CALCIUM SUR DIVERS POSTES DE REFOULEMENT DES EAUX USEES - AUTORISATION DE SIGNER UNE DECISION DE POURSUIVRE N°1 AU MARCHÉ N°24-08

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2025/5-07 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20250918-BC2025-5-07-DE
Date de télétransmission : 23/09/2025
Date de réception préfecture : 23/09/2025

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver la décision de poursuivre n°1 du marché n°24-08 « Fourniture et livraison de composé de traitement des sulfures à base de nitrate de calcium sur divers postes de refoulement des eaux usées », pour montant supplémentaire de 174 750,00 € HT, portant ainsi le montant maximal du marché à 873 750,00 € HT.

ARTICLE 2

D'autoriser Le Président à signer la décision de poursuivre n°1 du marché n°24-08 « Fourniture et livraison de composé de traitement des sulfures à base de nitrate de calcium sur divers postes de refoulement des eaux usées » avec la société EECA, titulaire du marché n°24-08.

Nombre de votants : 12
Suffrages exprimés : 12
Vote pour : 12
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

23 SEPT 2025

Le Président,
Maurice GIRONCEL

